



CHAPITRE 125

Loi concernant The Quebec Association
of Seventh-Day Adventists

[Sanctionnée le 19 mars 1964]

Préam-
bule.

ATTENDU que The Quebec Association of Seventh-Day Adventists a, par sa pétition, représenté:

Que sa charte la loi 23 George V, chapitre 151, modifiée par la loi 25-26 George V, chapitre 159, ne répond plus à ses besoins;

Qu'à une assemblée générale de ses membres tenue le 5 juillet 1963, il a été résolu de demander à la Législature d'adopter une loi modifiant cette charte;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à ces fins et qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1933,
c. 151, a.
1, remp.

1. L'article 1 de la loi 23 George V, chapitre 151, est remplacé par le suivant:

Corpora-
tion cons-
tituée.

"1. Le révérend Maynard Vernon Campbell, président, 3 rue Awde, Toronto, Ontario; George Lincoln Sather, 3 rue Awde, Toronto, Ontario; le révérend Albert Edward Millner, 18 rue Havelock, Toronto, Ontario, ainsi que les membres actuels et en règle de Eastern Canadian Union Conference Corporation of Seventh-Day Adventists et les autres personnes qui pourront, à l'avenir, devenir membres en règle de ladite association, sont constitués en corps politique et corporation sous le nom de "L'Église Adventiste du Sep-

Nom.

CHAPTER 125

An Act respecting The Quebec Association
of Seventh-Day Adventists

[Assented to 19th March 1964]

WHEREAS The Quebec Association of Seventh-Day Adventists has, by its petition, represented:

That its charter, the act 23 George V, chapter 151, as amended by the act 25-26 George V, chapter 159, is no longer adequate for its purposes;

That at a general meeting of its members held on the 5th of July 1963, it was resolved to apply to the Legislature for the passing of an act to amend the same;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act accordingly and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 23 George V, chapter 151, is replaced by the following: 1933, c. 151, s. 1, replaced.

"1. Reverend Maynard Vernon Campbell, President, 3 Awde Street, Toronto, Ontario; George Lincoln Sather, 3 Awde Street, Toronto, Ontario; Reverend Albert Edward Millner, 18 Havelock Street, Toronto, Ontario; together with the present members in good standing of Eastern Canadian Union Conference Corporation of Seventh-Day Adventists and others who may hereafter become members in good standing of the said association, are constituted a body corporate and politic under the name of "Seventh-Day Ad- Name.

tième Jour—Fédération du Québec” en français et “Seventh-Day Adventist Church—Quebec Conference” en anglais avec succession perpétuelle et le droit de poursuivre et d’être poursuivie devant les tribunaux de la province de Québec et d’ailleurs, ainsi que tous les pouvoirs et les privilèges qui sont, par la présente loi, conférés à ladite association.”

ventist Church—Quebec Conference” in English and “L’Église Adventiste du Septième Jour—Fédération du Québec” in French, and shall have perpetual succession and the right to sue and be sued before the courts in the province of Quebec and elsewhere, together with all powers and privileges which are hereby vested in the said association.”

Droits,
etc.,
sauve-
gardés.

2. Le changement de nom opéré par l’article 1 ne doit porter atteinte en aucune façon aux droits ou aux obligations de l’association, les changer ni les modifier; les actions ou procédures qui sont pendantes pour l’association ou contre elle et les jugements rendus en sa faveur ou contre elle ne sont influencés d’aucune façon par ce changement de nom et nonobstant cet article 1, ces actions, procédures ou jugements peuvent être poursuivis, continués, complétés ou exécutés, selon le cas, comme si la présente loi n’avait pas été adoptée; toute action qui aurait pu être intentée ou continuée, par l’association ou contre elle sous son ancien nom, et toute procédure qui aurait pu être ainsi commencée ou continuée, peuvent être intentées, commencées ou continuées par l’association ou contre elle sous son nouveau nom.

2. The change of name effected by section 1 shall not in any way impair, alter or affect the rights or liabilities of the association, or in any way affect any suit or proceeding now pending or judgment existing, either by or in favour of or against the association, which, notwithstanding such change of name, may be prosecuted, continued, completed and enforced as if this act had not been passed, and any suit or legal proceeding that might have been commenced or continued by or against the association under its former name may be commenced or continued by or against it under its new name.

1933, c.
151, a. 2,
remp.

3. L’article 2 de la loi 23 George V, chapitre 151, est remplacé par le suivant:

3. Section 2 of the act 23 George V, 1933, c. 151, s. 2, is replaced by the following:

Biens.

“2. L’association pourra acquérir, détenir ou posséder, par legs ou autre titre, les biens mobiliers et immobiliers qui seront nécessaires aux fins de l’association ou autrement, et en disposer et les hypothéquer. Elle doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n’auront pas été utilisés pour ses fins.”

“2. The association may acquire, hold or possess by legacy or other title such property, moveable and immoveable, as may be necessary for the use of the association or otherwise and dispose of and hypothecate the same. It must dispose, within a reasonable time, of immoveables which, for a period of seven consecutive years, have not been used for its objects.”

1933, c.
151, a. 5,
remp.

4. L’article 5 de ladite loi, remplacé par l’article 1 de la loi 25-26 George V, chapitre 159, est de nouveau remplacé par le suivant:

4. Section 5 of the said act, replaced by section 1 of the act 25-26 George V, chapter 159, is again replaced by the following:

Fins.

“5. L’association a pour fins:

“5. The objects of the association shall be:

a) de propager les enseignements et croyances de la secte des Adventistes du

a. To promulgate the teachings and beliefs of the Seventh-Day Adventists’

Septième Jour par la prédication et l'enseignement, ainsi que d'établir, ériger et maintenir des églises et congrégations de cette secte dans la province de Québec;

b) de favoriser, maintenir, surveiller et poursuivre, par tous les moyens que les directeurs jugeront adéquats, des œuvres religieuses et charitables et d'unifier et répandre l'étude de l'Évangile;

c) d'organiser et de maintenir des centres missionnaires chrétiens, des écoles, des infirmeries au sens du paragraphe a de l'article 1 de la Loi des hôpitaux, des orphelinats, des camps et des hospices pour vieillards;

d) d'établir, de supporter et de maintenir des bureaux, bibliothèques, maisons et agences pour l'impression, la publication, la propagation, la vente et la distribution de littérature, de journaux, revues et travaux sur la religion;

e) de favoriser le bien-être spirituel de ses congrégations et de ses missions;

f) de favoriser la construction et l'achat de maisons du culte et de presbytères;

g) d'administrer les biens et les affaires courantes et temporelles de l'association."

1933, c.
151, a. 6,
rempl.

5. L'article 6 de la dite loi est remplacé par le suivant:

Cimetière,
etc.

"6. La corporation pourra établir un cimetière ou lieu de sépulture, mais elle ne pourra pas le faire dans les limites d'une municipalité sans avoir au préalable obtenu de cette municipalité son consentement exprimé par règlement et sans se conformer aux autres prescriptions de la loi et spécialement à celle de la Loi des cimetières non catholiques, (Statuts révisés, 1941, chapitre 315)."

Disposi-
tions non
affectées.

6. Aucune disposition de la présente loi ne déroge aux dispositions de la Loi des hôpitaux, de la Loi de l'assurance-hospitalisation et des lois qui régissent la pratique de la médecine, de l'art dentaire et de la pharmacie, ni aux règlements faits en vertu de ces lois, et les pouvoirs accordés par la présente loi doivent être exercés conformément à ces dispositions et règlements.

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

denomination by preaching and teaching and to establish, erect and maintain churches and congregations of such denomination throughout the Province of Quebec;

b. To promote, maintain, superintend and carry on by all such means as the directors may deem fit, religious and charitable work, and to unify and extend the interest of the gospel;

c. To organize and maintain Christian missions, schools and infirmaries within the meaning of paragraph a of section 1 of the Hospitals Act, orphanages, camps and homes for the aged;

d. To establish, support and maintain offices, libraries, houses and agencies for printing, publishing, disseminating, selling and distributing literature, newspapers, periodicals and works of religion;

e. To promote the spiritual welfare of its congregations and missions;

f. To promote the erection and purchase of houses of worship and parsonages;

g. To administer the property, business and temporal affairs of the association."

5. Section 6 of the said act is replaced by the following:

1933, c.
151, s. 6,
replaced.

"6. The corporation shall have the right to establish cemeteries or burial grounds, but shall not establish the same within the limits of a municipality without having previously obtained the consent of the said municipality, expressed by by-law, and complied with the other requirements of the law, especially with those of the Non-Catholic Cemeteries Act (Revised Statutes, 1941, chapter 315)."

Ceme-
teries,
etc.

6. No provision of this act shall derogate from the provisions of the Hospitals Act, the Hospital Insurance Act, the laws governing the practice of medicine, dentistry or pharmacy or the regulations made under such laws or acts and the powers granted by this act shall be subject to such provisions and regulations.

Provisions
safe-
guarded.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.